

RETOUR DU BEAU TEMPS

El hargha reprend de plus belle

Avec le retour du beau temps, la grande hargha reprend de plus belle. Moins de 48 heures après l'opération difficile et éreintante de recherches pour le sauvetage de 18 harraga, qui a duré une dizaine d'heures, durant laquelle les gardes-côtes de Annaba ont utilisé tous les moyens à leur disposition, une nouvelle hargha est tentée par 18 autres jeunes, dont trois mineurs de 16 et 17 ans.

Originaires, pour la plupart, d'El-Tarf (10), mais également d'Annaba (6) et de Guelma (1), ces candidats à l'émigration clandestine ont choisi, cette fois-ci, la plage de Draouche, dans la wilaya d'El-Tarf.

Selon le chef de la station maritime principale des gardes-côtes de Annaba, M. Zaïdi Abdelaziz, ils ont pris le large lundi vers 23 h. Ils étaient entassés dans une embarcation de fortune, équipée d'un moteur de 40 chevaux. Mais leur rêve d'atteindre les côtes sardes s'est vite évanoui, et pour

cause alors qu'ils étaient à 24 milles (une cinquantaine de kilomètres environ) au large des côtes de Annaba, la mer s'est subitement déchaînée. Leur barque traditionnelle commença à tanguer dangereusement. La peur au ventre, et craignant de subir le même sort que les autres harraga, sauvés in extremis dimanche dernier dans un état lamentable, ils ont allumé des fumigènes pour signaler leur présence aux gardes-côtes, constamment en patrouille dans ces zones. Ces derniers ont



Photo : New Press

mis en branle leurs moyens d'intervention dans de pareils cas, nous fera savoir M. Zaïdi. Ramenés sains et saufs au siège des gardes-côtes de Annaba, mardi vers 5 h du matin, les 18 harraga se sont prêtés aux formalités d'usage en pareil cas (visite médicale par le médecin de la Protection civile et audition par les éléments de la station maritime).

Selon M. Zaïdi, les jeunes harraga devaient être présentés dans l'après-midi d'hier au procureur de la République qui statuera sur leur cas, conformément à la nouvelle loi n° 09/01 du 25 février 2009, modifiant et complétant l'ordonnance n° 66/156 du 8 juin 1966 portant code pénal, notamment son article 175 bis criminalisant l'émigration clandestine.

A. Bouacha

TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET D'ARMES À FEU

Batna au centre du crime organisé

De notre envoyé spécial
à Batna, Tarek Hafid

Batna est une plateforme importante de la criminalité, à l'est du pays. Zone de transit pour les narcotrafiquants, cette wilaya abrite également des réseaux de trafiquants d'armes à feu.

Située en plein cœur de la chaîne des Aurès, Batna est aujourd'hui un important pôle socioéconomique de l'Est algérien. Une situation stratégique très favorable pour cette wilaya de plus d'un million deux cent mille habitants. Cette position géographique offre des avantages indéniables en matière de développement, mais a aussi des inconvénients. Batna est devenue, depuis quelques années, une zone pivot d'où par-

tent et transitent divers trafics. C'est le cas notamment pour la drogue. Les services de la Gendarmerie nationale ont constaté une nette progression du trafic de stupéfiants ces derniers mois. De 34 kg saisis durant toute l'année 2007, les prises sont passées à 256 kg pour le premier trimestre de cette année. «Nous avons réussi à démanteler trois groupes de trafiquants de cannabis depuis le début de l'année 2009. Ces réseaux, qui agissaient sur l'axe Tlemcen-Msila-Barika, avaient tenté d'écouler deux quintaux et demi de drogue.

Onze individus ont été arrêtés et trois autres sont en fuite», explique le lieutenant-colonel Mustapha Lalmas, commandant du groupement de gendarmerie de la wilaya de Batna. En plus de la drogue, trois armes de poing ont été saisies dans le cadre du démantèlement de ces réseaux.

«Nous savons qu'ils travaillaient en coordination. L'enquête, qui est toujours en cours, devrait donner de nouveaux résultats», explique l'officier. Il semblerait, selon le lieutenant-colonel Lalmas, que ces importantes quantités de drogue étaient destinées à des villes côtières. «Selon les éléments d'information en notre possession, la résine de cannabis saisie devait être mise sur le marché dès le début de l'été. Lors de la saison estivale, la demande augmente sensiblement dans certaines villes côtières.» Batna et Barika — seconde ville de cette wilaya — se sont transformées en zones de transit pour les narcotrafiquants.

La région est devenue également une plaque tournante du trafic d'armes à feu. On compte pas moins de 29 affaires de détention illégale d'armes traitées par les unités de la Gendarmerie nationale depuis le début de l'année. «Les

saisies concernent généralement les fusils de chasse et les pistolets automatiques», note le lieutenant-colonel Lalmas.

Hier, au cours d'une opération coup de poing, qui a ciblé plusieurs zones de la wilaya, les gendarmes ont réussi à mettre la main sur 5 000 cartouches de calibres 12 et 16. «Ces munitions de chasse ont été trouvées sur deux étudiants qui voyageaient en autocar. Ils ont été arrêtés dans un barrage à l'entrée de Batna.

Selon leurs dires, ils ne savaient pas ce qu'ils transportaient. C'est un individu de Barika qui leur a donné ce sac qui était censé contenir des effets vestimentaires», souligne l'officier. Ce dernier indique que ces munitions étaient destinées à être utilisées lors de parties de chasse ou durant les mariages, comme le veut une tradition bien ancrée dans la région. Qu'en est-il de l'ap-

provisionnement en armement et en munitions des maquis terroristes ? Impossible d'en savoir plus à ce sujet, «l'information sécuritaire étant une prérogative exclusive du ministère de l'Intérieur». Il est évident qu'il existe une connexion avérée entre les trafiquants d'armes et les réseaux terroristes. Là encore, c'est la situation géographique «stratégique» de cette wilaya. Véritable zone-tampon, Batna se situe entre l'immensité désertique et le nord du pays.

Aussi, les groupes terroristes ont toujours été très actifs dans la région depuis le début des années 1990. Il est également utile de rappeler que Batna a été le théâtre d'un attentat à l'explosif qui avait ciblé le président de la République en septembre 2005.

T. H.

GRIPPE A/H1N1

53 hôpitaux mobilisés dans le dispositif de lutte

«Il n'y a aucune restriction de voyage en vigueur au départ de l'Algérie», nous a-t-on signalé hier au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui a mis en place un dispositif de lutte contre la grippe A/H1N1 depuis le début de l'épidémie dans plusieurs pays.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le département ministériel recommande à toutes les personnes quittant l'Algérie de se conformer aux recommandations sanitaires du pays d'accueil. Pour les personnes se rendant en Algérie, il les invite, dès leur arrivée aux frontières, de prendre attache avec

les services de contrôle sanitaire en cas de doute sur leur état de santé. Dans le cadre de la prévention, le ministère recommande le respect des règles élémentaires d'hygiène, comme se laver les mains régulièrement.

Au niveau des frontières, tous les points d'entrée sur le territoire national ont reçu des renforts d'équipes médico-sanitaires, afin d'intensifier la surveillance épidémiologique. Aussi, un dépliant destiné aux voyageurs en provenance de l'étranger est diffusé au niveau des frontières.

Ce dispositif s'ajoute toutefois à d'importantes mesures préventives prises au niveau des structures de santé. Ainsi, 53 hôpitaux au niveau national sont placés en état d'alerte pour la prise en charge des cas

de grippe A/H1N1, dite porcine. Selon les responsables du ministère de la Santé, les hôpitaux de référence sont ceux déjà identifiés pour la grippe aviaire.

L'hôpital de référence a pour mission de vérifier que l'état du patient correspond bien à la définition d'un cas «possible» de grippe A/H1N1. Il doit assurer le suivi du malade et remplir une fiche de signalement du cas, avec tous les symptômes présentés, après un prélèvement effectué au préalable.

Ce dernier doit être transmis à l'Institut Pasteur, qui reste le laboratoire d'analyse de référence au niveau national et même africain. Par ailleurs, des cellules de crise sont installées dans toutes les DS, afin de recevoir et de traiter l'information qui parvient des hôpitaux de référence relative au suivi

du malade et des sujets contactés. La DSP se chargera ainsi de transmettre les données au comité ad-hoc du ministère de la Santé. Les 53 hôpitaux de référence ont été dotés de moyens matériels et de médicaments, dont les quantités ont été évaluées par les groupes d'experts.

Des quantités supplémentaires de traitement antiviral et des moyens de protection ont été également identifiés et les commandes ont été passées. Selon le ministère de la Santé, on compte dans les stocks 6, 5 millions d'antiviraux (Oseltamivir), 15 millions de masques chirurgicaux, 1 million de masques de haute protection FFP2, 8 858 combinaisons et 800 000 lunettes de protection.

R. M.